

Ecrit par le 3 juin 2026

Biogroup met la main sur Bio-Santis dans le Vaucluse



Biogroup, deuxième groupe européen de biologie médicale avec un chiffre d'affaires de 1,7Md€ acquiert l'intégralité des titres de Bio-Santis. Ce dernier est un acteur incontournable de la biologie médicale avec 14 laboratoires situés à Avignon et dans la région.

Son adossement à Biogroup est une étape clé dans la poursuite de son développement et permet à [Biogroup](#) de continuer à étendre son maillage territorial dans le sud de la France. Fondé en 1995 par le Docteur Raymond David, [Bio-Santis](#) s'est orienté dès sa création vers la qualité d'exécution et fut le premier laboratoire français de biologie médicale à avoir été accrédité à 100% par le [Cofrac](#). Réalisant un chiffre d'affaires d'environ 15M€, Bio-Santis s'est fortement développé ces dernières années et exploite aujourd'hui 14 sites dans le Vaucluse et le Gard. Le cabinet [Reboul & associés](#) ([Guillaume Reboul](#) étant originaire d'Avignon) est intervenu sur cette acquisition. [CIC Conseil](#) est intervenu en tant que conseil

Ecrit par le 3 juin 2026

financier exclusif à la cession.

Bénéficiant d'un plateau technique hautement automatisé et d'une unité technique spécialisée en mycologie et parasitologie, le groupe Biogroup traite de grands volumes d'analyses. Après de nombreuses approches reçues par les majors de la biologie médicale, les associés ont pris la décision d'adosser Bio-Santis à Biogroup afin d'accélérer son développement. Fondé en 1998 par le Dr. Stéphane Eimer qui reste, aux côtés de la famille belge De Raedt-Verheyden, actionnaire majoritaire, Biogroup est un acteur leader en France, en Belgique et au Luxembourg de la biologie médicale, deuxième acteur européen et est aux premières loges de la lutte contre le Covid-19. Biogroup exploite plus de 900 sites de biologie médicale situés et compte plus de 10 000 collaborateurs dont environ 1000 biologistes.

L.M.

Salon Roc d'Azur : vitrine internationale pour le VTT en Vaucluse

Ecrit par le 3 juin 2026



Jeudi 7 octobre, Pierre Gonzalvez, vice-président du Conseil départemental de Vaucluse et président de la commission Attractivité du territoire, s'est rendu sur le stand vaclusien du salon [Roc d'Azur](#) pour l'inaugurer et rappeler combien la filière est porteuse pour le département.

L'agence départementale Vaucluse Provence attractivité (VPA) a convié non seulement le réseau des partenaires de [La Provence à Vélo](#) qui font vivre quotidiennement l'offre, toujours grandissante du VTT en Vaucluse, mais également des professionnels (hébergeurs, équipementiers et artisans de bouche) pour rencontrer un public connaisseur et amateur de sensations fortes.

Vous avez dit Roc d'Azur ?

Il s'agit là du premier évènement VTT au monde, avec plus de 20 000 participants, près de 200 exposants et 150 000 visiteurs sur 5 jours. Depuis 2014, Vaucluse Provence Attractivité se rend à ce salon

Ecrit par le 3 juin 2026

incontournable organisé du 7 au 10 octobre à Fréjus (Var). Un rendez-vous pour explorer la pratique du VTT sous toutes ses formes. Toute la filière est représentée dans sa diversité (matériel, textile, accessoires, diététique du sport, tourisme...). Les plus grandes marques viennent présenter leurs dernières nouveautés et offrent la possibilité de tester gratuitement différents modèles. Sans oublier la présence de champions venus à la rencontre de leurs fans sur les stands et dans les allées du salon.

Vaucluse : terre d'excellence du vélo

Dès 2004, le territoire montre une volonté forte de faire du Vaucluse une terre d'excellence du vélo en s'inscrivant dans le cadre d'un tourisme vert et durable. « Le Vaucluse est un terrain de jeu propice à la pratique du vélo: climat et ensoleillement exceptionnel, massifs, montagnes, villages perchés, forêts offrent des conditions inégalables », explique VPA. Le Luberon, le Ventoux, les Dentelles de Montmirail..., ces endroits emblématiques permettent de s'illustrer dans les différentes pratiques (cyclotourisme, vélo sportif, VTT... et même [Gravel](#) depuis peu). « Sportifs aguerris, itinérants ou baladeurs du dimanche peuvent se challenger en réalisant un exploit sportif comme l'ascension du Mont-Ventoux ou savourer le plaisir d'une balade entre amis ou en famille. L'offre en Vaucluse est très diversifiée et ravit tout un chacun, habité par une envie de nature, de ressourcement et d'expériences nouvelles au vert », conclue l'agence départementale.

Lire aussi : [le Département consacre Rasteau comme chef de file du Gravel bike](#)

Les partenaires présents

Cette année pour la première fois, l'agence et ses partenaires représenteront le Vaucluse avec des professionnels très impliqués dans la filière vélo. Cette invitation est le résultat d'un travail partenarial intense et en constante évolution avec des chefs d'entreprises mobilisés et créatifs. Ceux-ci jouent un rôle d'ambassadeur pour faire rayonner la destination en France et au-delà des frontières. Sont présents sur le stand du Roc d'Azur vauclusien : les hébergeurs [le Nesk](#), [Escapade vacances](#), [Léo Lagrange](#), l'équipementier [Cicada Concept](#), les [jus de fruits Kookabarra](#) et la [brasserie artisanale](#) du Mont Ventoux. Le stand se trouve à côté de celui de [Race Company](#), une entreprise implantée dans le Luberon, acteur majeur du VTT.

Les chiffres de la vaccination en Vaucluse

Ecrit par le 3 juin 2026



En Vaucluse, le déploiement de la campagne de vaccination Covid-19 a débuté le 18 janvier 2021. Depuis son lancement, 418 595 personnes ont été vaccinées au sein du département, soit 74.6% de la population, dont 406 857 ayant reçu leur seconde injection. À ce jour, près de 86.7% de la population éligible à la vaccination a reçu au moins une dose.

Face à la hausse significative du nombre de personnes vaccinées, un réaménagement des centres de vaccination est actuellement opéré. Aujourd'hui, 21 centres de vaccination sont déployés en Vaucluse (voir carte ci-dessous). Certains horaires sont réaménagés afin d'adapter l'offre de vaccination au besoin réel de la population aujourd'hui majoritairement vaccinée. Les prises de rendez-vous se font en ligne sur sante.fr. « Néanmoins, si le nombre de personnes vaccinées est relativement élevé en Vaucluse, il demeure indispensable de rester prudent et de maintenir les efforts en respectant les gestes barrières. Afin de limiter les risques de contamination, le port du masque reste nécessaire dans les milieux clos et à l'extérieur lorsque la distanciation de plus de 2 mètres est impossible », rappelle le préfet de Vaucluse.

Dispositif 'Aller-vers'

Les centres de vaccination, au-delà de l'accueil du public sur site, poursuivent et renforcent le dispositif 'Aller-vers' et leurs opérations vaccinales auprès des publics vulnérables et fragiles au sein du

Ecrit par le 3 juin 2026

département :

- une équipe mobile préfecture de Vaucluse - [ARS PACA](#) avec l'appui du [SDIS](#) et de l'Ordre des médecins a été mise en place afin d'aller au plus près des personnes les plus éloignées. Au total, elle a permis de réaliser plus de 1700 vaccinations dans 25 communes (situées dans 5 [EPCI](#)) ;
- le [vaccinobus](#) porté par la Région est déployé depuis le 29 mars et poursuit son action ;
- la mobilisation de l'équipe sanitaire mobile dans les structures précarité perdue.

Ces dispositifs sont engagés dans les territoires ruraux et sont déployés dans les 'Quartiers politiques de la ville'.

'Vax seniors' et écoliers

La campagne 'Vax seniors' se poursuit également auprès des personnes âgées de plus de 80 ans, non vaccinées. Des courriers leur sont adressés afin de les informer des différents moyens mis en place. Enfin, la vaccination se poursuit au sein des établissements scolaires. Afin d'accompagner les élèves dans la réalisation de leur schéma vaccinal, plusieurs dispositifs ont été mis en œuvre sur le département :

- réservation de créneaux dans un centre de vaccination à proximité de l'établissement ;
- déplacement d'une équipe mobile ;
- permanences assurées par le vaccinobus.

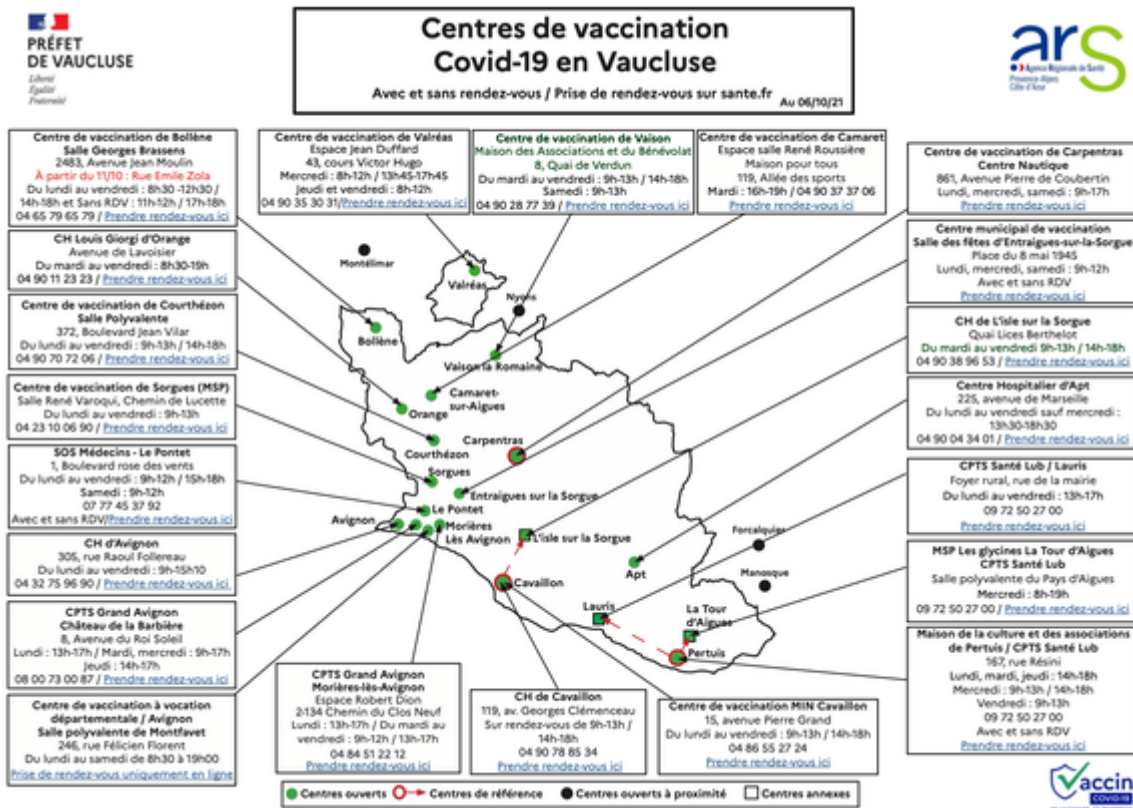
Rappel vaccinal

D'autre part et d'une manière générale, pour renforcer ou prolonger l'immunité conférée par un vaccin, « il est nécessaire de procéder à un ou plusieurs rappels. En effet, avec le temps, le taux d'anticorps présents dans l'organisme diminue, ainsi que la protection vaccinale. Afin de maintenir la bonne efficacité des vaccins contre le Covid-19, les scientifiques recommandent l'administration d'un rappel vaccinal pour les personnes les plus à risque », expliquent la préfecture de Vaucluse et l'ARS Paca. Sont éligibles à ce rappel depuis septembre 2021 :

- les personnes de plus de 65 ans ou « à risque » 6 mois après la réalisation de leur schéma vaccinal ;
- les personnes vaccinées avec du Janssen 4 semaines après leur injection ;
- les personnes immunodéprimées 3 à 6 mois après leur dernière injection.

Ce rappel s'effectue avec un vaccin à ARN messenger en centre de vaccination, au cabinet médical, en officine ou par une infirmière. Il n'est pas nécessaire de prendre rendez-vous pour effectuer la dose de rappel au sein des centres de vaccination.

Ecrit par le 3 juin 2026



L.M.

'All ride VTT Luberon' annulé en raison de dégradations des zones de stationnement

Ecrit par le 3 juin 2026



L'édition 2021 du « [All ride VTT Luberon](#) », prévue le dimanche 24 octobre, est annulée suite à des événements récents « indépendants de la volonté » des organisateurs.

« La dégradation délibérée de nos zones temporaires de stationnement ne nous permet plus d'accueillir les participants dans les conditions de sécurité nécessaires : accès pour les secours, dispositions Vigipirate, bonne cohabitation des flux entre véhicules et vélos, etc.. », déclare les trois organisateurs : VTT Luberon, le Parc naturel régional du Luberon et le centre de vacances Léo Lagrange de Buoux. Rendez-vous phare de l'espace VTT Provence Luberon Lure, labélisé 'Grande traversée' VTT de Vaucluse, cet événement sportif et convivial se tient depuis 9 ans au départ d'un site historique emblématique au cœur du Luberon, le château de l'environnement à Buoux.

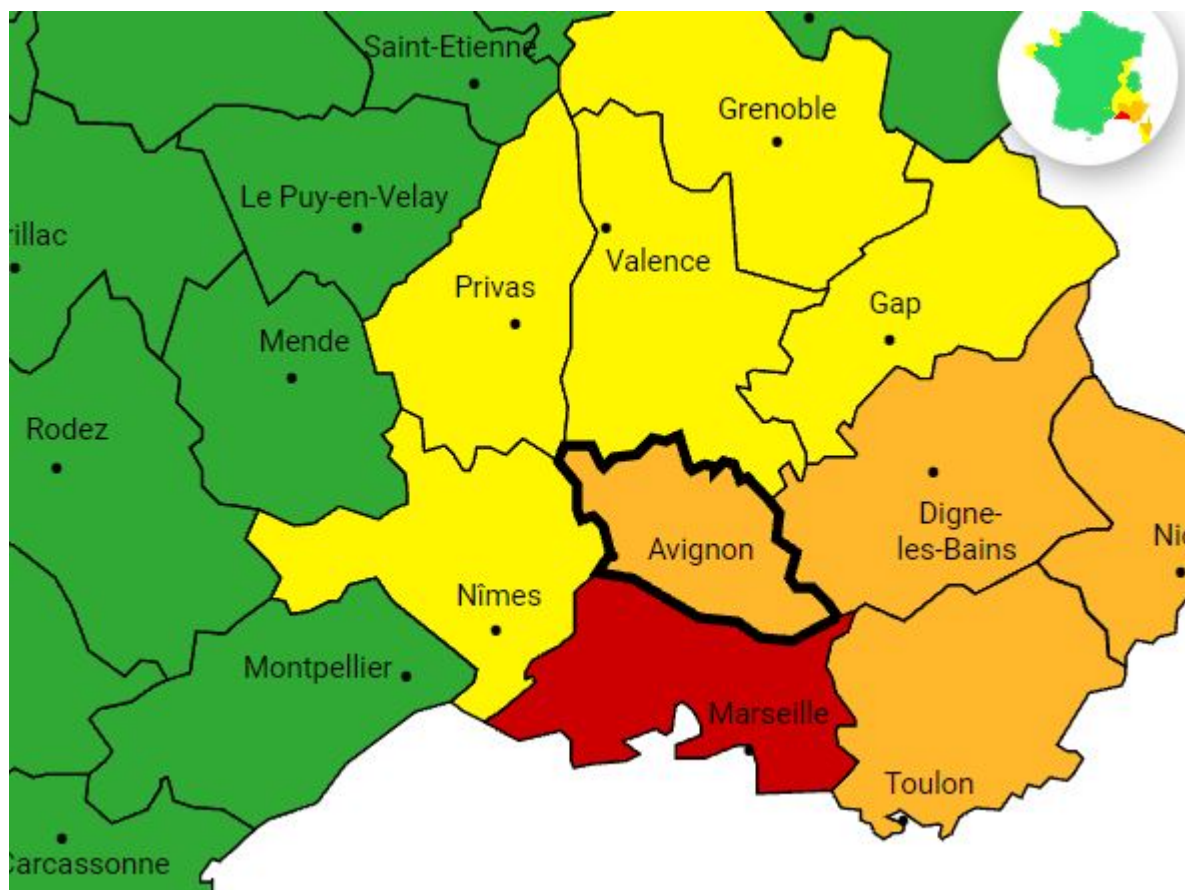
Les organisateurs, conjointement avec les nombreux bénévoles, les partenaires et les 6 communes concernées, avaient pourtant « tout mis en œuvre pour accueillir les passionnés de VTT, et mis en place le stationnement avec des parkings sécurisés pour les 800 participants et leurs familles. » Un désagrément qui intervient à quelques jours de l'événement, ne laissant pas suffisamment de temps pour trouver des « solutions alternatives de parking, trop coûteuses et longues à mettre en place. »

Les inscriptions des participants déjà validées seront rapidement et entièrement remboursées et les organisateurs espèrent pouvoir retrouver le public en 2022, « plus sereinement... »

L.M.

Ecrit par le 3 juin 2026

Intempéries : le Vaucluse toujours en vigilance orange



Le Vaucluse est placé depuis ce dimanche 3 octobre, 16 heures, en vigilance orange en ce qui concerne les orages et inondations. L'épisode cévenol en « nette atténuation », a permis la levée de l'alerte sur la Lozère, le Gard et l'Ardèche. Toutefois, la vigilance orange demeure pour le Vaucluse, le Var, les Alpes-de-Haute-Provence et les Bouches-du-Rhône. La préfecture de Vaucluse publie aujourd'hui un point de situation : « hier entre 21h30 et 22h30 environ 300 appels reçus, 30 interventions des sapeurs pompiers et une toiture embrasée suite à un impact de foudre avec 4 personnes relogées. »

Les pluies cévenoles, système pluvio-orageux, se décalent vers l'Est. Météo France informe : « il faudra alors être attentif aux cumuls sur la Drôme, le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône et le Var. Cette situation fortement orageuse en Paca se poursuivra ce lundi. À noter que comme lors de tout évènement méditerranéen d'automne, il convient de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la situation, des éléments d'aggravation pouvant survenir rapidement : <https://vigilance.meteofrance.fr/fr> »

Ecrit par le 3 juin 2026



Météo France

L.M.

Tourisme : une carte interdépartementale pour (re)découvrir la Vallée du Rhône

Ecrit par le 3 juin 2026



Plusieurs offices de tourisme, implantés en Drôme, Vaucluse, Gard et Ardèche, ont souhaité créer une carte touristique commune. Une mutualisation des moyens qui permet de découvrir un territoire dans son intégralité.

Pour cette saison estivale 2021, l'Office de tourisme intercommunal Provence Côté Rhône (dont le siège est situé à Bollène), l'Office de tourisme Drôme Sud Provence (Pierrelatte), l'Office de tourisme Porte Sud Ardèche (Le Teil), l'Office de tourisme Du Rhône Aux Gorges de l'Ardèche (Bourg-Saint-Andéol), l'Office de tourisme Provence Occitane (Bagnols-sur-Cèze), la Communauté de communes Aygues Ouvèze Provence (Camaret-sur-Aigues), l'Office de tourisme Pays d'Orange Châteauneuf-du-Pape (Orange), et l'Office de tourisme de Montélimar Agglomération (Montélimar), ont décidé de jouer collectif. Ces différentes structures ont en effet travaillé ensemble à la création d'une carte touristique commune. Ce sont ainsi tous les territoires qui se situent de part et d'autre du fleuve Rhône qui sont mis à l'honneur. « Cette carte, c'est une grande nouveauté. Nous sommes arrivés à fédérer 8 offices de tourisme des régions avoisinantes afin de développer un support touristique interdépartemental. L'idée est montrer les points d'intérêts situés sur les deux rives du Rhône. En moins d'une heure, le touriste peut faire le plein de découvertes », confirme souligne Marc Rousseau, président de l'Office de tourisme Drôme Sud Provence, à l'initiative de cette collaboration.

À la découverte des richesses du territoire

La carte, éditée à plusieurs milliers d'exemplaires (et que l'on peut aussi télécharger gratuitement sur les sites internet des offices de tourisme concernés), s'étend ainsi de Vallon-Pont-d'Arc aux contreforts des Baronnies, et de Châteauneuf-du-Pape à Cruas. Les différentes curiosités y sont indiquées, à l'instar des points de vue, des villages perchés, etc.

Des thématiques communes sont aussi évoquées, à l'image des produits du terroir (huiles d'olive,

Écrit par le 3 juin 2026

fromages de chèvre, nougat...), des sites inscrits à l'Unesco (grotte Chauvet, théâtre antique et arc de triomphe d'Orange), l'œnotourisme ou encore les randonnées. « Pour nous, il s'agit de montrer la Vallée du Rhône dans son intégralité. Un touriste ne va pas rester cantonner à son hôtel ou dans sa chambre d'hôtes. Il va vouloir visiter le territoire dans lequel il séjourne », note encore Marc Rousseau.

Il est possible de télécharger gratuitement cette carte touristique interdépartementale sur <https://www.drome-sud-provence.com/pratique/brochures-et-plans>.

Adrien Morenas ambitionne une « Silicon valley de l'agroécologie » en Vaucluse

Ecrit par le 3 juin 2026



Diplômé de l'école d'ostéopathie d'Avignon en juillet dernier, Adrien Morenas nous accueillait la veille de l'inauguration de sa permanence à Carpentras. Le député LREM de la 3^e circonscription, 39 ans, revient pour l'Echo du mardi sur des sujets aussi majeurs que décisifs pour l'avenir du Vaucluse : pauvreté, attractivité, santé, foncier... L'occasion également d'évoquer les prochains colloques du parti LREM organisés ce week-end au parc des expositions d'Avignon.

150 âmes étaient réunies, 5 rue Bidault à Carpentras, pour l'inauguration de la permanence d'Adrien Morenas sur son 31. De nombreux élus et amis de longue date ont répondu présent, dont [Serge Andrieu](#) maire de Carpentras, [Jacqueline Bouyac](#), vice-présidente de la Région sud, [Souad Zitouni](#), députée de la 1^e circonscription ou le conseiller départemental [Max Raspail](#). Quelques chefs d'entreprises ont agrémenté l'auditoire, rejoints par le directeur de l'hôpital de Carpentras ou la confrérie de la Fraise.

La veille, le marcheur carpentrassien, jean, polo et verbe incisif nous ouvrait ses portes. Fort de

Ecrit par le 3 juin 2026

l'investissement quotidien de son équipe parlementaire fraîchement formée, Marie Zwally et Vincent Berthelot en Vaucluse, Maurice Houzard à Paris, le député honore un agenda réglé comme du papier à musique. Jonglage habile entre visites d'entreprise, inaugurations, commémorations ou questions/réponses en permanence. Une hyperactivité qu'il entend mettre au service de ses administrés avec pour seul moteur : faire rayonner un département « pépète » dont le potentiel n'a rien à envier à ses voisins.

5^e département le plus pauvre de France

Triste record pour le département. Les vauclusiens pensaient qu'il occupait la 9 ou 10^e position dans le top de la misère, voilà qu'une étude de l'Insee enfonce le clou. Le [Vaucluse brille en 5^e position](#) devant le Gard. Le député, lui, évoque une 6^e position selon les chiffres de l'Observatoire des inégalités. Inutile d'engager une bataille des chiffres, le problème de fond ne bouge pas d'un iota. « Ce qui est tragique, c'est que nous sommes passés du top 10 des plus riches au top 10 des plus pauvres. 30 années ont suffi à nous mettre dans cette situation », tranche le parlementaire.

Andrien Morenas aime à le rappeler, l'agriculture a très bien gagné sa vie durant les 30 glorieuses. « Tout le département a surfé sur ce statut de 'premier verger' de France. Mais les nouveaux défis n'ont pas été anticipés. » Très vite, l'homme évoque une myriade de facteurs handicapants, « il y a plus de résidences secondaires que principales, l'épicier est ouvert seulement quelques mois de l'année et une économie saisonnière s'est mise en place. » Le prix de l'immobilier, la classe moyenne qui tend à disparaître, le manque d'emplois à destination des vauclusiens en raison du manque de formation, autant d'éléments qui concourent selon lui à accentuer la paupérisation.

Parmi les projets qui appellent à une certaine hostilité chez l'interrogé : le tramway d'Avignon. « C'est un coût important pour un tramway qui dessert la gare centre mais pas la gare TGV, ni la zone étudiante ou les jeunes se retrouvent assignés à résidence. » Quid du bus? « Je doute fortement que les bus ramènent à 23h à Agroparc par exemple. » Avec un budget de cet acabit, l'élu aurait plutôt abondé un projet de raccordement des faubourgs isolés.

Ecrit par le 3 juin 2026



Le député en discussion avec Bérangère Abba, Secrétaire d'Etat à la Biodiversité, suite à l'assemblée générale de la Fédération nationale de la pêche en France (FNPF). Crédit photo: Adrien Morenas.

« Je ne vois pas de projet fédérateur en Vaucluse »

Le [Plan pluriannuel d'investissement](#) (PPI) dévoilé par le Conseil départemental de Vaucluse révèle selon le député une absence de cap pour l'avenir. « Je ne vois pas de grandes orientations, pas de projet fédérateur en Vaucluse. Le volet social n'y figure même pas. Dommage de cantonner le département à la simple commune d'Avignon et du secteur Luberon. » Le suppléant de Brune Poirson aux législatives de 2017 regrette une « continuité », doublée d'une « absence de visibilité » dans la feuille de route du Département.

Ecrit par le 3 juin 2026

Les entreprises prometteuses ? Elles sont pourtant là et peuplent la circonscription. L'homme évoque tour à tour des fleurons tels que [Louis Martin](#), [Charle et Alice](#), [Juste bio](#), [Batteries prod](#), ou [Lumi'in](#), pour ne citer qu'eux. Là où le bât blesse, la difficulté de recrutement. Un problème à prendre à bras le corps par les élus qui « doivent régler cela ». En matière de compétence, un numéro d'équilibriste s'engage, « si l'on assiste à l'intervention de l'Etat dans les politiques locales, il est très vite taxé d'intrusif, si l'Etat n'intervient pas, c'est également problématique. »

Selon Adrien Morenas, l'intelligence collective doit primer. Les solutions sont à trouver conjointement avec les élus locaux, les chefs d'entreprise, les présidents d'association, de fédérations professionnelles... Et même si les prérogatives ont été perdues après le départ de Brune Poirson du Gouvernement en 2020, le député tient à le rappeler, « les titres sont très honorifiques. Cela ne change rien pour le travail que je fais au quotidien. »



L'inauguration de la permanence avait lieu le 9 septembre, aux côtés de Marie Zwally et Vincent Bethelot. Crédit photo: Adrien Morenas.

Au chapitre [rénovation des collèges](#) dans le département, l'avis est mitigé. « Prenons l'exemple du collège Charle Doche à Pernes-les-Fontaines. Je n'ai pas l'impression que cela bouge énormément. »

Ecrit par le 3 juin 2026

Idem pour la demande de déviation de Mazan, dont le dénouement n'est pas connu. « J'ai une carrière qui a son unité de traitement à Carpentras et qui envoie quotidiennement 40 camions qui traversent Mazan. »

Loi SRU : le député prône « l'intercommunalisation »

La [loi SRU](#) (Solidarité et renouvellement urbain) doit s'opérer sur un bassin de vie selon le député. « Aujourd'hui, on est obligé de contraindre les communes, les logements sociaux ont été relégués, ses habitants mis dans un coin et on n'a rien fait pendant trop longtemps. » De l'aveu du député, payer une amende pour éviter la construction de logements sociaux est une disposition adoptée par certains maires pour « éviter de perdre de l'électorat ». Et d'interroger : « est-il normal qu'un bailleur social préfère payer des jours d'amende plutôt que de faire des travaux ? Si un juge impose des travaux, le bailleur social doit s'exécuter. »

Plus surprenant, « il ne manque pas de logement social, 50% des logements ne sont pas habités et j'ai un habitant sur deux qui ne veut pas déménager ici. J'ai de la place, le problème porte sur les conditions de vie. Je peux investir autant de millions, cela n'aura pas de grande utilité si le monde associatif n'est pas de retour par exemple. » Très vite, le député met sur la table les 4,5M€ perçus par la ville de Carpentras dans le cadre du dispositif d'Etat [Cœur de ville](#), ou les fonds injectés lors de l'ouverture de Vallis Habitat. « Le panier de la mariée était assez joli alors qu'on était déficitaire. Si l'Etat ne s'en charge pas, l'établissement de logement aurait été en cessation de paiement. »

Sécurité, une affaire d'héritage politique

Place au sujet, ô combien épineux, de la sécurité. Le député nous renvoi fissa à l'historique. « On redonne des moyens qui ont été enlevés il y a 15 ans. On remet 10.000 policiers et gendarmes que les gouvernements successifs ont supprimés. C'est gentil d'entendre des leçons de morale, mais ce n'est pas moi qui ai signé la trajectoire des politiques de droite ou de gauche. Impossible de rendre le département attractif si c'est pour parler de [fusillades toutes les semaines](#). L'Etat a sa part, les collectivités locales aussi. Comment réinvestir les quartiers ? Faut-il les détruire, inclure de la mixité, ce sont des questions qui se posent. C'est au Département d'y apporter la réponse et pas l'Etat. »

Ecrit par le 3 juin 2026



Venue du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin suite aux fusillades répétées à Cavaillon. Crédit photo: Adrien Morenas.

Créer une « Silicon valley de l'agroécologie »

Parlons-en, du « verger de France ». Suite au gel d'avril, les agriculteurs vauclusiens bénéficieront du fonds d'urgence : 5000 euros par exploitation impactée et [1000 euros supplémentaires](#) injectés par le département. Le député regarde la situation à travers le prisme du foncier. « Si un agriculteur veut s'installer ici, il est bien obligé d'acheter et de louer des hangars. Sauf qu'aucune banque ne prête 600.000 euros à un jeune agriculteur. Résultat, il partira en Ardèche pour acheter maison et terrain. »

Le potentiel ne manque pas, « on pourrait devenir pionnier en matière de transition écologique et de technologie. Si je devais soumettre des grandes orientations, je proposerais d'ouvrir une technopole axée sur l'agroécologie (ndlr: ensemble de méthodes de productions agricoles respectueuses de l'environnement). Un genre de Silicon valley de l'agroécologie qui fonctionnerait, j'en suis persuadé. »

Ecrit par le 3 juin 2026

L'artificialisation des terres ? L'ostéopathe est partisan du mantra : éviter, réduire, compenser. « Eviter une mesure préjudiciable pour l'environnement. Si je ne peux pas, réduire son impact de manière significative. Si je ne peux pas, trouver des moyens de compensation. On est obligé d'artificialiser, c'est la manière dont on le fait qui importe. Je ne suis pas obligé de construire sur dalles, je peux le faire sur pilotis. Cela se fait déjà sur les constructions de bois, beaucoup de fabricants le proposent au regard de l'impact environnemental. »

Gestion équilibrée de l'eau

Le député a notamment siégé en tant que vice-président de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire. « J'ai eu la chance d'être rapporteur sur une mission d'information portant sur les ressources en eau. C'est un sujet qui me tient à cœur, notamment dans notre département. Avec la région et le département, mon travail est d'anticiper pour éviter que l'on soit en tension. » Le député collabore notamment avec l'agence [Hauts de Provence Rhodanienne](#) (HPR) sur des sujets tels que l'extension du canal de Carpentras. « Il faut que l'on puisse apporter l'eau dans ce territoire-là, pour les pompiers et pour les agriculteurs, dans le cadre d'un usage partagé et équilibré. » Objectif ? Concevoir et planifier les futures orientations jusqu'en 2050 afin d'anticiper les besoins d'eau sur notre territoire.

« Redonner à cette pépète le luxe qu'elle avait »

L'homme est soudainement piqué de nostalgie. « Quand je me suis engagé en politique, on ne cessait de dire que l'on avait une pépète qui végétait depuis 30 ans et qu'il fallait lui redonner le luxe qu'elle avait. On a accompagné des entreprises qui se sont réinstallées chez nous. Dernièrement, une personne a trouvé un local à 3km d'ici. La CFE (ndlr: Cotisation foncière des entreprises) dont elle s'acquittera sera profitable à la [Cove](#). » En matière de potentiel, le département est un joyau brut. « Très peu de villes se situent à 2h40 de Paris, proches de l'A7 et l'A9 qui vous emmène en Italie. »

Alors le député écoute, analyse et tente d'apporter des réponses. Ou du moins de poser les bonnes questions. Tel est le cas pour [celle-ci](#), écrite au ministre de l'Economie, lorsqu'au cœur de sa circonscription, le directeur d'un centre commercial lui fait part de ses inquiétudes. 300 collaborateurs soucieux et un chiffre d'affaires en forte baisse qui justifieront une demande d'adaptation du dispositif du passe sanitaire. « La réponse peut être communiquée dans un délai de 3 mois » nous explique le député. La patience est d'or.

Ecrit par le 3 juin 2026



Maison de la pêche de Velleron à l'occasion du World Cleanup Day.

Conjuguer authenticité et modernité

Si le festival d'Avignon fait le bonheur de millions de festivaliers chaque année, le mont Ventoux est vu lui par « des milliards de personnes à l'occasion du [Tour de France](#). » Un site plébiscité selon le député par beaucoup de touristes privilégiant la nature plutôt que le volet culturel. « Mon travail est de préserver cette authenticité, en y mettant un peu de modernité. » Et de citer une école de conception de jeux vidéo de Carpentras, avec laquelle il souhaiterait collaborer pour voir naître sur écran des mini-séries et autres contenus ludiques sur ce site totemique. Le nouveau bureau qui a décidé dernièrement de la [réélection de Jacqueline Bouyac](#) à la présidence peut compter sur le député « à tout moment » pour accompagner de la meilleure façon et apporter un soutien logistique.

« Les écocardes m'ont fait part de leur volonté de pérenniser certains postes par exemple. Pour cela, il faut des fonds de la part de la Région et de l'Etat. » Toutefois, le partisan LREM déplore une capacité d'accueil qui montre ses limites. « J'ai deux parc d'attraction dans ma circonscription, et je n'ai pas d'hôtel à côté. » Un élément d'autant plus important que les touristes nationaux et locaux se déplacent dans les parcs durant plusieurs jours pour découvrir cette nature préservée.

Ecrit par le 3 juin 2026



A la rencontre des écogardes du Mont-Ventoux à l'Ermitage de Saint-Gens sur la commune du Beaucet

Pass sanitaire en terrasse

Des échanges avec Patrice Mounier, président de l'[Umih 84](#) ? Il y en a eu au sein de la permanence. Notamment au sujet du pass sanitaire en terrasse qui a fini de cristalliser les [rancœurs](#) au sein de la profession. « Le pass est un mal pour un bien, qui a permis de passer l'été sans tomber dans une situation catastrophique. Les bretons avaient fermé, le couvre-feu était instauré en Corse et en Espagne. Nous n'avons pas eu tout ça », démontre le député. Et d'énumérer les parachutes déployés par l'Etat : prise en charge du chômage partiel, fonds de solidarité compensant la perte de chiffre d'affaires, aide aux paiements des cotisations, PGE, etc. Quid des charges fixes ? « Un dispositif de prise en charge a été instauré pour les personnes éligibles. Notez que beaucoup de restaurateurs sont propriétaires des

Écrit par le 3 juin 2026

murs », souligne-t-il.

« Une restauratrice que je connais a fait une excellente saison. Les touristes étaient obligés de présenter le pass pour voyager. Beaucoup de restaurateurs ont utilisé ce qui était donné pour investir dans leurs locaux et c'est très bien. Mais ce qu'on demande en contrepartie, c'est de contrôler. » Pour le député, les dégâts financiers auraient été bien pires si la 4^e vague avait touché de plein fouet une population non vaccinée. « C'est la fermeture de l'établissement assurée. Je ne pense pas que l'Etat aurait la capacité de combler comme il l'a fait pendant un an si le scénario était amené à se reproduire », s'interroge l'élu qui constate une montée en épingle des mécontents.



Puis échange avec M. Patrice Mounier, Président de l'UMIH84 sur le pass sanitaire et son application au sein des restaurants et terrasses.

« Si j'ai fait 5 ans d'étude, ce n'est pas pour faire de l'ésotérisme »

Ecrit par le 3 juin 2026

Quid de l'obligation vaccinale pour le personnel soignant ? « Si j'ai fait 5 ans d'étude, ce n'est pas pour faire de l'ésotérisme. On m'a appris les bienfaits des instructions médicales, les infirmiers ont eu la même formation que moi. Quand on travaille en service de réanimation et qu'on constate que 90% des personnes n'ont pas été vaccinées, la saturation l'emporte. Aussi bien physiquement que mentalement. La vaccination est un moindre mal qui me paraît logique. C'est un devoir en tant que soignant. Si demain, quelqu'un de mon entourage décède parce qu'un personnel du corps médical, quel qu'il soit, n'a pas eu l'intelligence de se faire vacciner, je le prendrais très mal. » Même son de cloche concernant les tests bientôt payants dans l'hexagone. « Les 100 millions d'euros que je donne de test PCR, c'est de l'argent que je ne peux pas investir dans les hôpitaux. Je suis plus occupé par les lits de réanimation que les tests de confort de certains. »

Commission fraude sociale

Les commissions d'enquête dans lesquelles le parlementaire a été membre ou rapporteur, ou bien les missions d'information ? Il y en a pléthore. Lutte contre les groupuscules d'extrême droite, sûreté des installations nucléaires, développement durable, analyse des freins à la transition, évolution des formes de racisme, conflit d'usage en situation de pénurie d'eau ou mission d'information sur les agrocarburants. Celle qui éveille notre curiosité : la commission d'enquête relative à la lutte contre les fraudes aux prestations sociales. « On s'est rendu compte que certains centenaires décédés ont continué à percevoir des aides par exemple. L'arnaque à la carte vitale est un secret de polichinelle. Si je prends du budget pour donner à quelqu'un, je l'enlève à l'autre. »

L'arnaque sociale fait-elle réellement vaciller notre système démocratique solidaire ? Les maux ne sont-ils pas nichés ailleurs, au sein-même des paradis fiscaux par exemple ? « Bien évidemment, l'évasion fiscale existe. Il n'empêche que le gouvernement a pris une décision d'ampleur concernant la taxation des Gafam. En matière de fiscalité, sous l'air Trump, ce n'était pas facile de taper sur les américains. Souvenez-vous, en guise de réponse, nous avons eu un petit problème avec les viticulteurs... Cela demande de la pugnacité et Bruno Le Maire a su en faire preuve. La France a retrouvé une certaine image sur la scène internationale. »

Ecrit par le 3 juin 2026



Chaque année, le député parraine un jeune via la mission locale

Engagement en Afghanistan

Comment dessiner le portrait du député sans évoquer la Défense. L'engagement militaire nourrit l'histoire de celui qui a servi pendant plus de huit ans dans la Marine nationale, de 2001 à 2006. « C'est quelque chose qui marque », confie-t-il. Le député se trouvait sur le porte-avions Charles de Gaulle, dans le cadre de [missions de contre-terrorisme](#) et de maintien de la paix. Début septembre, il participait à la commémoration de la disparition du Commandant Massoud à Genève. « Le même jour, les talibans détruisaient la tombe d'Ahmad Shah Massoud, en s'attaquant au symbole de résistance. » Une actualité brûlante qui ne peut laisser muet celui qui connaît les complexités du terrain et pour qui 3 piliers sont nécessaires pour stabiliser un peuple et éviter ainsi un flux migratoire : éducation, nutrition et santé.

Le député tient à le préciser, la France n'a pas de responsabilité à avoir en matière d'accueil des réfugiés, le pays a « toujours fait son travail ». La présence militaire française était largement réduite, on

Écrit par le 3 juin 2026

parlera plus de « protectorat américain ». Toutefois, l'accueil des peuples fait « partie du fondement de notre république. Car en effet nous ne pouvons, ni ne devons détourner les yeux face au retour en force de l'Émirat islamique d'Afghanistan : un régime qui n'a rien à envier à Daesh, un régime d'une barbarie inouïe, un régime obscurantiste, un régime dont nous ne pouvons tolérer les exactions. Il en va de l'honneur de la France. Il en va du respect de nos valeurs humanistes universelles », conclue le parlementaire.

« Nous sommes prêts pour la bataille présidentielle »

Comment va LREM ? « Elle va bien. Des élus apolitiques soutiennent la majorité présidentielle. La diversité du parti fait sa différence, aussi bien au niveau ethnique que s'agissant des courants de pensée. Nous n'avons pas construit un parti en fonction d'un dogme politique. On nous reproche bien souvent de ne pas avoir de doctrine. La droite gaulliste, la gauche de Jean Jaurès. On prouve que l'on peut avoir un peu des deux. » Le mépris de l'opposition ? « On l'entend souvent, mais c'est plutôt l'opposition qui prend la parole en premier à l'Assemblée. Sur 2h de questions écrites, ma majorité en a plus que 5 contre 8 auparavant. C'est justement pour laisser de la place à tous. C'est le jeu législatif. »

Preuve de la « vitalité » de la famille LREM en Vaucluse, les prochains colloques auront lieu les 2 et 3 octobre au parc des expositions d'Avignon, sous la houlette de Michèle Malivel, patronne de LREM Vaucluse. « Nous avons un réel désir de militantisme. Nous sommes prêts pour la bataille présidentielle si le président repart. Deux grosses échéances nous attendent. » Le député briguera-t-il un nouveau mandat aux prochaines législatives ? « Si on me le demande... » répond-t-il, le sourire énigmatique aux lèvres.

Enedis s'engage pour la mobilité électrique en Vaucluse

Ecrit par le 3 juin 2026



Sur le Vaucluse, **Enedis** s'engage pour la mobilité électrique. « Quels que soient les motifs de vos déplacements, personnels, professionnels, pour des trajets courts ou longs, si vous optez pour vous déplacer à bord d'un véhicule électrique, Enedis vous accompagne et raccorde les bornes de recharge, qu'elles soient publiques ou privées », déclare **Sebastien Quiminal**, directeur territorial Enedis Vaucluse.

L'entreprise de service public, qui possède la 2ème flotte de véhicules électriques en France, joue un rôle clé en raccordant toutes les bornes de recharge au réseau public de distribution électrique. Sur le Vaucluse, Enedis construit, en lien avec les acteurs locaux, de nouvelles solutions de recharge adaptées aux différents usages.

Une flotte à 70% électrique d'ici 2030

Avec 38 000 salariés au service de 37 millions de clients, Enedis poursuit un nouvel objectif : disposer

Ecrit par le 3 juin 2026

d'une flotte à 70% électrique d'ici 2030, à 20% d'ici fin 2021. Enedis poursuit ses investissements pour le déploiement de bornes sur ses sites, à la fois pour ses véhicules d'entreprise mais également pour la recharge des véhicules de ses salariés. Les sites de l'entreprise sont ainsi équipés de bornes de recharge, dont certaines en accéléré.



L'objectif est d'équiper 100% des aires d'autoroutes en France pour 2022. Crédit photo: Enedis

511 points de charge publics en Vaucluse

La France compte aujourd'hui près de 40 000 bornes de recharge qui sont ouvertes au public, connectées au réseau électrique grâce à Enedis. Dans le Vaucluse, 511 points de charge publics sont à ce jour installés et à la disposition des habitants, des entreprises, quel que soit l'usage. Enedis accompagne les particuliers, entreprises et acteurs de la mobilité pour répondre au défi lancé par la mobilité électrique. « Côté Enedis, nos réseaux sont dimensionnés pour répondre à ces nouveaux besoins. Toutes les Infrastructures de Recharge pour véhicule électrique (IRVE) » sont en effet raccordées par Enedis sur le

Ecrit par le 3 juin 2026

réseau public de distribution électrique.

Lire aussi : [\(Vidéo\) Apt : Enedis mise sur les mobilités douces](#)

Equiper 100% des aires d'autoroutes en France pour 2022

Avec 45% des français habitant en immeuble et 90% de la recharge qui s'effectue au domicile ou au travail, Enedis met l'accent sur les solutions de recharge dans le résidentiel collectif. Les autres publics accompagnés, les entités publiques et les syndicats avec l'accompagnement des collectivités locales dans l'établissement de leur Schéma Directeur pour le raccordement des bornes publiques, les autres acteurs investissant sur le domaine public : entreprises, aménageurs, autoroutiers, centres commerciaux. Actuellement, Enedis participe à l'équipement des aires d'autoroute afin de favoriser les longs trajets notamment sur « l'autoroute du soleil » A7. L'objectif est d'équiper 100% des aires d'autoroutes en France pour 2022. Les 3 aires concernées dans le Vaucluse sont les suivantes : Mornas Village, Mornas les Adrets et Sorgues.

L.M.

GRDF offre un véhicule à la Fondation agir contre l'exclusion du Vaucluse

Ecrit par le 3 juin 2026



[Face Vaucluse](#) (Fondation agir contre l'exclusion) peut compter sur ses partenaires dont GRDF fait partie. Pour soutenir et accompagner les besoins locaux, GRDF a fait don d'un véhicule Clio à Face afin de l'aider à aller à la rencontre des publics défavorisés. Ce véhicule a été remis il y a quelques jours par [Philippe Rechiniac](#), directeur territorial GRDF Vaucluse, à [Pierre-Hubert Martin](#), président de Face Vaucluse.

« GRDF est engagé aux côtés de Face depuis de nombreuses années et développe diverses initiatives pour soutenir le réseau dans les territoires et au niveau national. Ce partenariat vise à prolonger l'engagement de l'entreprise dans la lutte contre la précarité énergétique, en confiant à Face des missions de médiation et de sensibilisation pour lesquels il est expert, et en lui apportant un soutien logistique », déclare le gestionnaire de réseau de distribution de gaz.

Ecrit par le 3 juin 2026



Un partenariat sous le signe de la solidarité à destination des publics isolés.

L.M.